



ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 87

Loi modifiant la Loi sur l'aide juridique

Présentation

**Présenté par
M. Gil Rémillard
Ministre de la Justice**

**Éditeur officiel du Québec
1993**

NOTE EXPLICATIVE

Ce projet de loi modifie la Loi sur l'aide juridique afin de prévoir que la Commission des services juridiques assume le coût des déboursés de cour exigibles par le gouvernement du Québec et des droits qu'un registrateur aurait autrement perçus, et dont les bénéficiaires sont dispensés du paiement en vertu de cette loi. Ces coûts seraient ainsi assumés depuis le 1^{er} janvier 1992 et, en vertu de l'accord intervenu dans le cadre du Régime d'assistance publique du Canada, deviendraient partageables entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec.

Projet de loi 87

Loi modifiant la Loi sur l'aide juridique

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La Loi sur l'aide juridique (L.R.Q., chapitre A-14) est modifiée par l'insertion, après l'article 87.1, du suivant:

«**87.2** La Commission assume le coût des déboursés de cour exigibles par le gouvernement du Québec et des droits qu'un registrateur aurait autrement perçus, et dont les bénéficiaires sont dispensés du paiement en application du paragraphe *b* du premier alinéa de l'article 5, à l'exception des honoraires visés à l'article 8.3 de la Loi favorisant la réforme du cadastre québécois, édicté par l'article 4 du chapitre 29 des lois de 1992. À la fin de chaque exercice financier, elle verse au fonds des registres du ministère de la Justice les sommes relatives au coût des biens et services que ce fonds finance et, au fonds consolidé du revenu, les autres sommes. ».

2. L'article 1 a effet depuis le 1^{er} janvier 1992.

3. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).